



HAL
open science

Les difficultés économiques et financières de la Chine d'aujourd'hui – Quels enjeux pour l'Union européenne ?

Alain Buzelay

► To cite this version:

Alain Buzelay. Les difficultés économiques et financières de la Chine d'aujourd'hui – Quels enjeux pour l'Union européenne ?. Revue de l'Union européenne, 2023, 670, pp.416-419. hal-04542005

HAL Id: hal-04542005

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-04542005v1>

Submitted on 11 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Les difficultés économiques et financières de la Chine d'aujourd'hui – quels enjeux pour l'Union européenne ?

Alain BUZELAY

CEREFIGE, Université de Lorraine, France

Résumé

La Chine, première puissance commerciale du monde, voulant devenir sa première puissance économique, a bâti sa spectaculaire croissance en pratiquant une constante pénétration commerciale et financière des économies étrangères. En témoigne son initiative des « Routes de la soie ».

Mais la récente décélération de sa croissance, et plus particulièrement les facteurs révélant sa fragilité, incite la Chine à prendre des mesures ayant pour conséquence la réduction de ses importations. Une réduction pénalisante entre autres pour l'Union des Vingt-Sept, mais à laquelle elle pourrait plus ou moins échapper dans la mesure où le gouvernement de Pékin la juge économiquement et politiquement très utile dans un monde devant, à ses yeux, devenir multipolaire.

Introduction

L'Union européenne face à la puissance économique chinoise

En dépit d'un PIB presque identique à celui de la Chine, soit environ 17 400 milliards de dollars américains en 2022, l'Union européenne reste loin de la Chine, qui ambitionne la première place économique, devant les États-Unis, dans un proche avenir.

Cette puissance chinoise trouve son origine dans l'héritage impérial, qui a entretenu au cours des siècles un grand rayonnement culturel relayé depuis la fin des années 1970 par l'efficacité du passage à un système décentralisé d'économie de marché, curieusement combiné à un système centralisé d'autorité publique. Une efficacité dynamisée par l'importance d'une population qui, avec 1 412 millions d'habitants, est désormais dépassée par l'Inde, mais aussi par l'extension de son territoire de 9,6 millions de km², venant ainsi au troisième rang après la Russie et le Canada. Observons que cette puissance économique est par ailleurs couplée à une puissance militaire qui est la troisième du monde après les États-Unis et la Russie.

Précision toutefois que la puissance de la Chine ne doit pas occulter la réciprocité des avantages pouvant résulter des échanges avec ses différents partenaires économiques et commerciaux, notamment avec l'Union européenne. Encore faut-il que les difficultés économiques et financières qu'elle rencontre n'engendrent pas aussi de telles difficultés pour l'UE.

I. Une stratégie expansionniste chinoise freinée par diverses difficultés

A • la constante pénétration des économies étrangères

La croissance de la Chine a longtemps été exclusivement tirée par la compétitivité de ses exportations grâce à de faibles coûts salariaux, liés à une main-d'œuvre abondante, et au cours artificiellement

bas de sa devise nationale, voulu par le strict contrôle des changes qui a prévalu jusqu'à ces dernières années.

Mais face à une croissance profitant davantage aux acteurs de son commerce extérieur qu'à l'ensemble de sa population, le gouvernement de Pékin a décidé de la réorienter à l'avantage de la demande des ménages. Cette dernière a été soutenue par une amorce de hausse des salaires et par une moindre disparité des revenus entre ville et campagne, pour accroître la propension moyenne à consommer. Une réorientation efficace de la croissance puisque, entre 2008 et 2022, la demande des ménages aurait été multipliée par six. Symétriquement, les structures productives se sont adaptées grâce au financement plus efficace d'un système bancaire pouvant mieux drainer l'abondance de l'épargne nationale.

Le maintien de ses performances impliquait que la Chine crée d'étroites relations économiques et commerciales avec de nombreux pays situés en Asie, mais aussi en Europe et en Afrique, à partir d'un important réseau de communications terrestres, fluviales et maritimes, et ce au-delà des divergences politiques nationales. Sont aujourd'hui concernés près de soixante-dix pays regroupant quelque 4,4 milliards d'habitants et représentant 40 % du PIB mondial. Il s'agit plus précisément pour la Chine d'accroître ses débouchés afin d'utiliser ses surcapacités productives dans le bâtiment et les travaux publics, d'accroître ses exportations et de diversifier géographiquement ses approvisionnements, notamment énergétiques. Ajoutons que, sous l'angle géopolitique, il s'agit pour la Chine d'étendre son influence face au géant historique russe.¹

Cette constante pénétration des économies extérieures, institutionnalisée et dynamisée par l'ouverture des « Routes de la soie », a permis à la Chine de connaître depuis 1980 une croissance annuelle moyenne de 11 % et de devenir le premier exportateur et la seconde puissance économique du monde.

¹ Nashidil ROUIAÏ – ENS Lyon, mars 2022
http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie/@download_pdf?id=routes-de-la-soie

http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois/@download_pdf?id=forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois

B • L'émergence de nouveaux obstacles

Les performances de la Chine ne doivent pas masquer de nombreuses insuffisances déjà anciennes. C'est entre autres, en matière sociale, le maintien de fortes disparités interpersonnelles et interrégionales des revenus. Du point de vue économique, c'est aussi une forte baisse de la productivité et par conséquent une faible valeur ajoutée.

À ces faiblesses déjà anciennes s'ajoutent désormais des difficultés financières plus récentes. Alors qu'il était attendu de l'expansion des « Routes de la soie » un développement tant à l'avantage des pays traversés que de la Chine, les travaux d'infrastructure cofinancés par Pékin n'ont pas considérablement accru leurs ressources mais bel et bien leur dette – ainsi que celle de la Chine, souvent contrainte de venir à leur secours !² Plusieurs exemples en témoignent. Au Laos, la construction cofinancée par la Chine du chemin de fer est à l'origine de l'augmentation de la dette du pays aidé. Au Sri Lanka, la générosité financière de Pékin – pour la construction d'un important terminal portuaire resté sans cargos ainsi que d'un second aéroport international pratiquement toujours inactif – fait de la Chine le principal bailleur de fonds du pays. En Indonésie, la construction d'un premier TGV chinois a coûté huit milliards de yuans (¥) au lieu des six prévus par Pékin, qui refuse à ce jour de compenser, ne serait-ce que partiellement, cet écart par une augmentation de sa participation financière. Ainsi la Chine doit-elle désormais faire face à la pression de débiteurs demandant des rééchelonnements, voire des annulations de leur dette, et elle a déjà dû consentir depuis 2020 quelque 240 milliards de yuans de prêts de sauvetage au profit d'une vingtaine de pays débiteurs, tout en devant renoncer aux intérêts correspondant à vingt-trois prêts accordés à dix-sept pays africains. L'aide financière de la Chine aux pays endettés par les investissements pas toujours rentables des « Routes de la soie » contribue finalement à l'augmentation de son propre endettement. Si ce dernier n'atteignait que 14 % de son PIB en 2008, il dépasse déjà plus de 300 % en 2020 !

II. l'impact de ces difficultés sur les économies chinoise et européenne

A • Une croissance et une finance présentement incertaines en Chine

Après avoir bénéficié d'un taux de croissance de 8,1% en 2021, contre 5,9% aux États-Unis et 5 % dans l'UE, la Chine est tombée à un taux de 3% en 2022, contre respectivement 2,1% et 3% chez ses deux partenaires. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette baisse catalysée par la crise sanitaire et les tensions géopolitiques, ainsi que son éventuel maintien dans les années à venir.

C'est d'abord une mauvaise allocation du capital. L'investissement dans la construction s'est fait au détriment de celui, plus productif, d'autres secteurs économiques. Il est ainsi passé de 25% du PIB en 2000

à 35% en 2022. Il en résulte un affaiblissement de la productivité chinoise dont les gains annuels ont fléchi de 9 à 4% entre 2010 et 2020. Cet affaiblissement se heurte au financement de l'augmentation d'une masse salariale pouvant redynamiser la demande intérieure et par conséquent la croissance. C'est, parallèlement, l'insuffisance des investissements étrangers, freinés par le protectionnisme chinois et la prudence des firmes occidentales face aux tensions sino-américaines.³

C'est ensuite l'explosion de l'endettement déjà mentionnée, lequel est passé de 14% en 2008 à plus de 300% en 2021. Elle n'a pas incité le gouvernement de Pékin à poursuivre le financement de la réorientation de la croissance au profit de la relance de la demande interne. Ceci explique le retour aux exportations comme principal moteur de la croissance. Encore faut-il qu'elles ne se heurtent pas à des restrictions d'importations étrangères – notamment américaines qui, à elles seules, engendrent plus de la moitié de l'excédent commercial – ni aux stratégies nationales de relocalisations.

C'est également l'éventuelle fragilité du système bancaire chinois. Celui-ci se compose d'une Banque centrale, de cinq grandes banques, de nombreux autres, plus petites, dites locales et coopératives, de banques de développement ainsi que d'institutions non bancaires, telles des sociétés de *leasing*. Bien que ce système soit désormais correctement capitalisé et très rentable, sa stabilité à terme peut ne pas être assurée dans la mesure où si les cinq grandes banques financent exclusivement les entreprises d'État, les nombreuses autres, plus petites et moins capitalisées, ont la charge d'un très grand nombre d'entreprises non publiques et plus fragiles, et dans la mesure où plusieurs organismes – comme les sociétés de *leasing* – échappent aux régulateurs.⁴

C'est enfin la très faible internationalisation du yuan. Observons que l'adéquation entre l'importance économique de la Chine et celle de sa monnaie, devenue depuis le 1^{er} octobre 2016 la cinquième devise du panier de référence des droits de tirage spéciaux, est loin d'être réalisée, d'autant plus que, contrainte de renouer avec sa stratégie d'exportation, la Chine renoue aussi avec celle d'une sous-évaluation artificielle de sa monnaie, qui à ce jour ne couvre que 2 à 3% des paiements internationaux – contre 42% pour le dollar américain et 31% pour l'euro.⁵

B • Ses conséquences pour l'Union européenne

Le ralentissement de sa croissance, la fragilité de son système bancaire et monétaire ainsi que la faible internationalisation du yuan, accentuant sa dépendance au dollar, ont contraint la Chine à mettre entre parenthèses la poursuite de la réorientation de sa croissance en faveur de la demande intérieure. Puis la dépendance croissante de ses approvisionnements, ajoutée aux sanctions occidentales l'impactant directement ou non, l'ont également contrainte à viser une plus grande autonomie pour plusieurs activités trop dépendantes de l'extérieur.

Tout en étant devenue première exportatrice mondiale de produits électroniques, la Chine ne participe

² Richard HIAULT : *La Chine au piège des « nouvelles routes de la soie »*, Les Échos, 29 mars 2023.

³ Frédéric LEMAITRE – 2021, dernière grande année de croissance pour la Chine, Le Monde, 17 janvier 2022. https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/01/17/2021-derniere-grande-annee-de-croissance-pour-la-chine_6109793_3234.html

⁴ Philippe AGUIGNIER : *Le système bancaire chinois – Forces et vulnérabilités*, Séminaire BRICS, 26 avril 2020.

<https://www.fmsh.fr/sites/default/files/files/presBRICSbanquesV1.pdf>

⁵ Alain BUZELAY : *L'Europe face à la puissance du dollar et à l'émergence du renminbi*, Revue Banque, n°843, Paris, avril 2020.

que très faiblement à la création de valeur ajoutée et doit massivement importer technologies et savoir-faire, puces électroniques et logiciels industriels, machines-outils et équipements aéronautiques, insuffisamment ou non produits sur son territoire. Cette dépendance se retrouve en matière énergétique où, à l'exception du charbon qui assure encore 60% de sa production d'électricité, elle n'a que de très faibles ressources en gaz et en pétrole. Cette dépendance est aussi préoccupante dans l'alimentation, l'obligeant à d'énormes importations puisque, en cultivant seulement 7 % des terres arables de la planète, elle doit nourrir 22% de sa population.⁶

Une réduction des importations chinoises, induite par ses difficultés actuelles et par sa volonté d'améliorer son autosuffisance, ne peut qu'impacter l'économie européenne par le biais d'une baisse de ses exportations à destination de ce grand pays et par celui de son protectionnisme à l'égard des investissements européens pouvant freiner ses efforts d'innovation. En 2021, les échanges de biens et de services entre l'Union européenne et la Chine n'avaient jamais été aussi élevés (828 milliards de yuans). Mais, sur la base des développements qui précèdent, le revirement risque d'être brutal, même si les exportations de l'UE vers la Chine restent relativement modestes, avec en 2021 seulement 10% de ses exportations totales, contre 18% vers les États-Unis et 13% vers le Royaume-Uni – des exportations, cependant, qui représentent 47 % du total de celles de l'Allemagne vers la Chine. Ce score est appelé à décroître si l'on observe la sévère défaite que vient de subir l'industrie automobile allemande, avec la perte, au premier trimestre 2023, de la place de *leader*

de Volkswagen sur le marché chinois de la voiture électrique.

Conclusion

De l'utilité de l'Union européenne pour la Chine

L'objectif de la Chine est de rapidement devenir la première puissance économique d'un monde appelé à être multipolaire, afin de mieux maîtriser son actuelle confrontation avec les États-Unis. À une guerre froide pouvant conduire à des conflits armés, la Chine préfère une guerre économique lui semblant plus opérationnelle.

Dans cette perspective, la Chine souhaite que l'Europe devienne un pôle d'équilibre capable d'arbitrer avec les grandes puissances, notamment les États-Unis. Ainsi doit-elle rester son premier partenaire commercial, avec l'Allemagne en tête de pont. Un partenariat que l'Union des Vingt-Sept veut néanmoins plus équilibré par le biais d'une progression significative de ses exportations sur le sol chinois.

Conformément à ces souhaits réciproques, l'Union européenne et la Chine, via leurs chambres de commerce respectives, ont signé le 15 janvier 2023 un accord visant l'intensification de leurs relations commerciales, intégrant l'objectif d'un meilleur accès au marché chinois et une plus grande ouverture aux flux d'investissements entre les deux puissances. Encore faut-il que la dimension politique de l'Union corresponde à sa dimension économique. Selon Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission européenne, « l'Union doit devenir un véritable pôle politique et ne pas rester une puissance qui s'ignore ».

Paris, 22 mai 2023

⁶ Simon LEPLATRE : *Face au risque de sanctions, la Chine tentée par l'autosuffisance*, *Le Monde*, Économie et entreprise, 30 mars 2022.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/03/30/face-au-risque-de-sanctions-la-chine-tentee-par-l-autosuffisance_6119719_3234.html